

Estonie

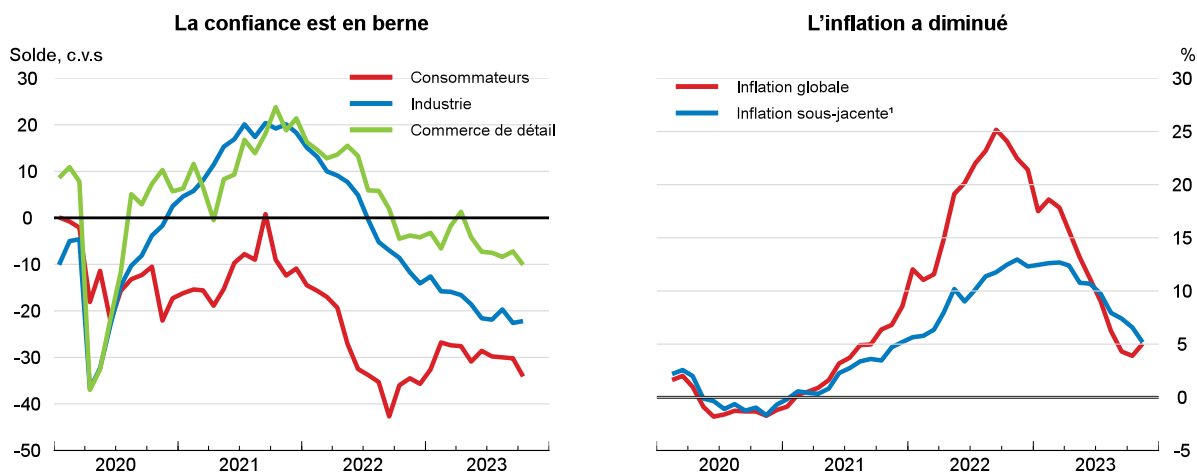
Le retour de la croissance est prévu en 2024, mais elle restera en demi-teinte, à 0.6 %, sur fond de dégradation attendue du marché du travail. En 2025, elle devrait atteindre 2.5 %, sous l'effet du redressement de la consommation. L'inflation a nettement baissé, mais les hausses d'impôts programmées entraîneront une flambée temporaire des prix au début de 2024. Les risques qui entourent les perspectives sont orientés de manière prédominante à la baisse.

Le resserrement de la politique monétaire de la zone euro a contribué au durcissement des conditions financières et au fléchissement du marché du logement. Un assainissement budgétaire est en cours, mais il doit être mis en œuvre avec discernement. En 2025, des modifications apportées aux paramètres de l'impôt sur le revenu des personnes physiques devraient alléger la pression qui s'exerce sur les ménages à revenus moyens ou élevés, tandis que la mise en place d'une taxe sur les véhicules, qui aurait dû avoir lieu depuis longtemps, peut jouer un rôle incitatif en faveur de la transition écologique. Tout nouvel assainissement budgétaire engagé au cours des années à venir devrait être conçu de manière à protéger les ménages à faibles revenus et reposer sur des examens efficaces des dépenses.

L'économie reste en récession

La croissance économique a été plus faible que prévu cette année, une contraction généralisée de l'activité ayant entraîné une baisse du PIB réel de 0.19 % au troisième trimestre. Le secteur manufacturier a été mis à mal par des problèmes d'approvisionnement et par ses liens étroits avec les marchés nordiques, où la demande de matériaux de construction estonien a fléchi. L'augmentation des coûts d'emprunt et l'accélération de l'inflation ont été lourdes de conséquences sur la consommation et l'investissement privé, la majorité des crédits étant assortis d'un taux d'intérêt variable. Le marché du travail a commencé à perdre de son dynamisme. Néanmoins, la poursuite des retraits effectués sur les comptes d'épargne-retraite du deuxième pilier du système de retraite et l'afflux de migrants ukrainiens ont soutenu la demande intérieure. Les enquêtes menées auprès des entreprises et des consommateurs font ressortir une confiance en berne.

Estonie



1. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

Source : Commission européenne, Direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

Estonie : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Estonie						
PIB aux prix du marché	27.4	7.4	-0.5	-2.6	0.6	2.5
Consommation privée	13.6	9.3	2.2	-2.3	0.1	1.9
Consommation publique	5.7	3.8	0.1	1.4	1.8	2.4
Formation brute de capital fixe	7.9	11.3	-4.8	-12.9	1.4	4.1
Demande intérieure finale	27.3	9.7	-0.3	-4.4	0.8	2.5
Variation des stocks ¹	0.2	1.6	1.2	-1.3	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	27.5	10.2	0.4	-5.5	0.4	2.5
Exportations de biens et services	19.0	22.2	3.0	-4.9	0.1	1.2
Importations de biens et services	19.1	23.5	3.3	-5.7	0.0	1.2
Exportations nettes ¹	-0.1	-1.0	-0.2	0.7	0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.7	16.2	8.8	5.2	3.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	4.5	19.4	9.2	3.4	2.4
IPCH sous-jacent ²	—	2.8	10.3	8.8	2.9	2.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.2	5.6	6.6	7.8	7.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.6	-4.7	-6.4	-1.9	-0.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.5	-1.0	-3.2	-3.0	-3.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	24.6	25.5	29.5	33.0	37.5
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	17.8	18.5	20.0	22.2	25.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.1	-3.6	-0.3	0.9	1.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/uszjgn>

Les exportations sont faibles depuis plus d'un an, et les importations ont reculé au deuxième trimestre. La faiblesse de la demande des pays nordiques et la perte des importations russes pèsent sur l'économie. Le secteur manufacturier est étroitement lié à la construction résidentielle en Finlande et en Suède, où le durcissement des conditions financières a nettement ralenti l'activité.

L'orientation restrictive des politiques macroéconomiques pèse sur l'activité

Le resserrement de la politique monétaire de la zone euro a eu des répercussions importantes sur l'Estonie, où l'investissement et le marché du logement ont fléchi. L'orientation de la politique budgétaire devient beaucoup plus restrictive en 2024. Dans le cadre de l'assainissement budgétaire prévu, le gouvernement relèvera les taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) l'année prochaine, et les taux de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en 2025, de 2 points de pourcentage dans chaque cas. Les droits d'accise et les subventions environnementales devraient également augmenter, et la mise en place d'une taxe sur les véhicules est prévue en 2025. L'effet des hausses d'impôt sur le revenu des personnes physiques sera compensé en partie par des modifications des abattements applicables, qui devraient bénéficier de manière disproportionnée aux ménages à revenus moyens ou élevés. L'impact plus marqué de ces mesures fiscales sur les ménages à faibles revenus ne sera que partiellement compensé par les récentes augmentations du salaire minimum. L'investissement public devrait rester vigoureux, compte tenu des dépenses considérables financées par

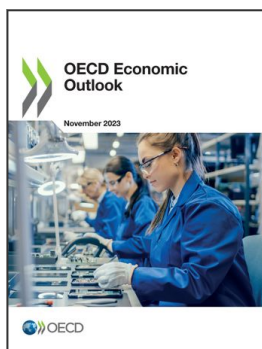
les fonds de l'UE qui devraient être engagées au cours des années à venir, tandis que les dépenses de défense demeurent une priorité et représentent 3 % du PIB.

L'économie se redressera lentement en 2024

L'économie devrait renouer avec la croissance l'an prochain, le PIB réel augmentant de 0.6 % sur fond de reprise des marchés d'exportation, tandis que l'investissement des entreprises et l'investissement en logements commenceront à se redresser. L'inflation continuera de diminuer régulièrement pour s'établir à 2.4 % en 2025, abstraction faite d'un pic résultant de la hausse de la TVA en janvier 2024. Cette hausse amènera aussi les ménages à engager par anticipation certaines dépenses de consommation à la fin de cette année. Le taux de chômage va probablement augmenter pour s'établir à 7.8 % en 2024. La croissance du PIB réel devrait se hisser à 2.5 % en 2025, à mesure que la reprise se poursuivra, tant en Estonie qu'à l'étranger. Les risques qui entourent les perspectives sont orientés de manière prédominante à la baisse, sachant qu'une évolution moins favorable que prévu des marchés d'exportation freinerait la croissance.

Un assainissement budgétaire sera nécessaire au cours des années à venir, mais il devra être mis en œuvre avec discernement

Compte tenu du fait que le déficit budgétaire est supérieur à 3 % du PIB, et des tensions sur les finances publiques découlant de l'augmentation des dépenses de défense et de soins de santé ainsi que des coûts liés au vieillissement de la population, un ajustement budgétaire sera nécessaire au cours des années à venir, en dépit du faible niveau de la dette publique. Les autorités ont adopté une ambitieuse stratégie budgétaire pour ramener progressivement le déficit des administrations publiques à 1.2 % du PIB en 2027. Néanmoins, ses modalités concrètes sont toujours en cours d'examen. Tout nouvel assainissement budgétaire devrait reposer sur un examen efficace des dépenses et être conçu de manière à protéger les ménages à faibles revenus. La mise en place de la taxe sur les véhicules aurait dû avoir lieu depuis longtemps, et elle doit créer des incitations adéquates en faveur de la transition écologique. Dans le contexte de l'augmentation des salaires, il conviendrait aussi d'élargir la portée des politiques de développement des compétences de manière à étayer la croissance de la productivité.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Estonie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/37ccdb3c-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.